

Education nationale : la valse des ministres !

De juillet 2023 à septembre 2024, l'Education Nationale aura connu pas moins de ... 5 ministres ... Oui, vous avez bien lu, il n'y pas de coquille : 5 ministres se sont succédé sur cette période d'à peine 15 mois.

On ne s'en souvient guère, mais au sortir de l'adoption définitive de la très controversée réforme des retraites en avril 2023, Emmanuel Macron avait donné 100 jours à son gouvernement pour se renforcer et repartir d'un bon pied. Las, à la date buttoir du 14 juillet, le président n'eût d'autre choix que de reconduire l'équipe sortante, à quelques exceptions près dont la plus notable fût le titulaire du poste de l'Education Nationale. Ainsi, le 20 juillet 2023, Gabriel Attal remplaçait Pap Ndiaye qui n'aura tenu que le temps d'une année scolaire du 20 mai 2022 au 20 juillet 2023. Cela sembla un peu court, mais néanmoins, beaucoup plus long que ses successeur.e.s car le maintien d'Elisabeth Borne, première ministre, fût de courte durée : elle sera remplacée par le même Gabriel Attal le 9 janvier suivant. On se souvient particulièrement bien de la successeure de Gabriel Attal : Amélie Oudéa Castera, malgré la brièveté de son passage rue de Grenelle (à peine un mois). Nicole Belloubet tiendra 5 mois en tant que ministre de plein exercice, auquel il faut ajouter les 2 mois en tant que « ministre démissionnaire » période durant laquelle, elle dû assurer néanmoins la rentrée scolaire 2024.

Aujourd'hui, c'est une parfaite inconnue du monde de l'Education qui a hérité de ce poste. Selon son discours prononcé à son arrivée rue de Grenelle, ses seules compétences sont à chercher dans sa filiation : "En entrant dans ce ministère je pense à mon arrière-grand-mère, je pense à ma grand-mère, je pense à ma belle-mère qui furent toutes AESH, professeures, directrices d'écoles".

Nous avons compris que l'Education serait une grande cause nationale du second mandat d'Emmanuel Macron. Les faits démontrent qu'il n'en est rien ! La valse des ministres ne serait pas grave si nous n'assistions « en même temps » à un concours d'incompétence, d'autant plus que le gouvernement Barnier a été installé sans programme politique présenté aux électeurs...

Il ne nous reste plus qu'à espérer que l'actuelle ministre de l'Education Nationale reste le moins longtemps possible à ce poste et qu'un futur gouvernement puisse s'attaquer aux nombreux problèmes dont souffrent l'Ecole de la république car, ce ne sont pas le port de l'uniforme et l'interdiction du téléphone portable qui ont fait la une des journaux à la rentrée qui résoudrons quoi que ce soit !!